

**CONV 749/03**

**CONTRIB 329**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du:	Secrétariat
à:	la Convention
Objet :	Contribution de M. Pierre Lequiller, membre de la Convention: - “Pour la mise en place progressive d’une politique commune dans le domaine de la recherche et du développement”

---

Le Secrétaire général de la Convention a reçu de M. Pierre Lequiller, membre de la Convention, la contribution figurant en annexe.

\_\_\_\_\_

## **Contribution de M. Pierre Lequiller à la Convention européenne**

### **« POUR LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UNE POLITIQUE COMMUNE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT »**

L'avenir économique et social de l'Europe se joue, pour une part importante, dans notre capacité commune à investir davantage dans le domaine de la recherche scientifique. L'évolution globale de l'effort de recherche en Europe constatée ces dernières années est inquiétante. Le fossé se creuse avec nos partenaires et en particulier vis-à-vis des Etats-Unis.

Si nous ne sommes pas capables de réagir très fortement dans ce domaine, nous serons durablement marginalisés.

La relance de l'effort de recherche à Lisbonne en mars 2000 pour la mise en œuvre d'un « espace européen de la recherche », ainsi que le plan d'action visant à porter à 3 % du PIB l'effort de recherche de l'Europe (1,9 % actuellement, contre 2,8 % pour les Etats-Unis et 2,9 % pour le Japon), témoignent d'une reprise de conscience salutaire.

Néanmoins, pour renforcer les bases de la constitution progressive d'une véritable politique commune de la recherche – au-delà de la mise en œuvre de programmes-cadre –, il convient de modifier les bases juridiques des compétences de l'Union dans ce domaine.

Il est en effet essentiel que les pays européens rapprochent progressivement leurs efforts en matière de recherche. L'insuffisance de la coordination des politiques nationales est un handicap majeur pour la recherche européenne.

La compétence de l'Union en matière de recherche doit donc relever clairement des compétences partagées et porter non seulement sur la mise en œuvre des programmes mais sur la définition même des politiques (c'est aussi le sens du projet de "Conseil européen de la recherche" regroupant tous les acteurs concernés).

C'est pourquoi il est nécessaire de modifier le texte proposé par le Présidium pour le paragraphe 5 de l'article 12, relatif aux compétences partagées, en adoptant le texte suivant :

« Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union a une compétence pour définir une politique, créer des structures et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'exercer la leur ».